

EN ROUTE VERS UNE ÉCONOMIE BLEUE



Table des matières

P. 3	Éditorial <ul style="list-style-type: none">Économie bleue : perspectives dans les pays vulnérables
P. 5	Avancées du climat <ul style="list-style-type: none">Des solutions naturelles pour les côtes et les océans
P. 6	Études de cas <ul style="list-style-type: none">Maldives et Barbade : quand déchets et tourisme vont de pairBangladesh : le potentiel inexploité du milieu marin
P. 9	Reportages <ul style="list-style-type: none">Les jeunes et l'économie bleue dans le Pacifique
P. 10	Zoom sur l'intra-ACP <ul style="list-style-type: none">Étude de master sur les femmes et l'économie bleue aux Fidji
P. 11	Le baromètre de l'UE AMCC+ <ul style="list-style-type: none">Activités AMCC+ soutenant l'économie bleue
P. 14	Les meilleures pratiques <ul style="list-style-type: none">La comptabilité du carbone bleu, une solution d'avenir

CRÉDITS PHOTOS

Couverture :	Pêcheur à Antananarivo – crédit photo Pierre Failler
Page 3 :	Pêcheur au Madagascar – crédit photo Pierre Failler
Page 5 :	© UE AMCC+ 2020 – Système de surveillance de la biodiversité des mangroves à Nickerie (Suriname) crédit photo Harvey Liss
Page 6 :	© UE AMCC+ 2020 – Eco-tourisme dans le parc naturel d'Addu, Maldives – crédit photo Ali Nishan
Page 7 :	© UE AMCC+ 2020 – Hulumeedhoo, Centre de gestion des déchets dans le parc naturel d'Addu, Maldives crédit photo Ali Nishan
Page 8 :	Pêcheur au Bangladesh – crédit photo Pierre Failler
Page 9 :	© UE AMCC+ 2020 – Étudiants participant à des activités de surveillance des plages aux Palaos dans le cadre du projet SUPA 2021.
Page 10 :	© Programme intra-ACP AMCC+ – Roslyn Dass-Nand, étudiante en master financée par un programme de l'UE; Île de Rah (Vanuatu) ; Jeune femme insulaire assise sur un bateau en bois flottant sur une mer bleue crédit photo Jean-Rémy Dauve

Quatrième

de couverture : Protection du littoral au Bangladesh – crédit photo Pierre Failler

Éditrice : Francesca Predazzi

Économie bleue : perspectives dans les pays vulnérables

Pierre Failler

« L'économie bleue propose une nouvelle façon d'envisager le développement économique des écosystèmes aquatiques et marins, ainsi que la création d'emplois. »



De plus en plus de pays côtiers misent sur l'économie bleue afin de promouvoir le développement durable de leur côtes. L'économie bleue est essentielle pour les nations insulaires du Pacifique, des Caraïbes et d'Afrique (ACP) en raison de leur forte interdépendance avec les océans. La notion d'économie bleue désigne la préservation des océans et l'utilisation durable de leurs ressources.

Dans le cas de l'Afrique, elle s'applique également aux eaux intérieures compte tenu de l'importance des lacs et des rivières pour les économies nationales, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire du continent. L'économie bleue désigne donc un ensemble d'activités humaines qui organise, de manière intégrée, équitable et circulaire, la production, la distribution, l'échange et la consommation de biens et de services résultant de l'exploitation des ressources aquatiques, ou de l'utilisation du soutien apporté par les milieux aquatiques. Ces activités permettent également d'améliorer la santé des écosystèmes aquatiques grâce à la mise en place de mesures de protection et de restauration.

L'économie bleue correspond également à une stratégie de développement des zones marines sous juridiction nationale. À titre d'exemple, le Bangladesh a entamé le processus d'élaboration d'une politique bleue après l'extension de sa zone économique

exclusive à la suite de deux décisions de la Cour internationale d'arbitrage sur les frontières maritimes avec le Myanmar d'un côté et l'Inde de l'autre.

L'UE favorise l'économie bleue depuis 2016 dans le cadre de la définition de politiques et d'actions et de la mise en place d'un mécanisme de coordination. Dans un tel contexte, l'espace maritime et tout ce qu'il contient se transforme en véritable aubaine.

L'économie bleue s'articule donc autour de la valorisation des secteurs économiques et des composantes écologiques dans leur globalité. S'appuyant sur les principes de l'économie circulaire, elle propose une nouvelle façon d'envisager le développement économique des écosystèmes aquatiques et marins, ainsi que la création d'emplois. Compte tenu de son caractère inclusif, l'économie bleue s'inscrit dans la logique du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies et englobe tous les Objectifs de développement durable (ODD).

L'économie bleue est toutefois encore en phase de conception dans la plupart des pays, y compris dans les nations insulaires, qui n'ont pas développé de cadres institutionnels ou déployé les outils nécessaires à sa mise en œuvre.

Véritables pionniers, certains pays, à commencer par les Seychelles, mais aussi

« La mise en œuvre des stratégies et des politiques de l'économie bleue nécessite un dispositif institutionnel efficace : la "gouvernance bleue". »

« Véritables pionniers, certains pays comme les Seychelles, la Barbade, le Cap-Vert, le Bangladesh et le Kenya montrent l'exemple. »

la Barbade, le Cap-Vert, le Bangladesh et le Kenya, montrent l'exemple en mettant en place, avec le soutien de l'Europe, un mécanisme de coordination favorisant la mise en œuvre de l'économie bleue.

Malgré ces efforts, l'économie bleue reste principalement associée au développement de certains secteurs tels que la pêche, le tourisme côtier ou l'exploitation des minéraux des fonds marins.

Compte tenu de sa dimension holistique, la seule façon de répondre à des enjeux tels que le changement climatique et la pollution plastique est d'opérer un changement pouvant aboutir à une réelle transformation. Les ressources humaines, techniques et financières qui doivent être déployées pour relever ces défis vont au-delà du cadre sectoriel.

À ce titre, la mise en œuvre des stratégies et des politiques relatives à l'économie bleue nécessite un dispositif institutionnel efficace : la « gouvernance bleue ». Ce terme renvoie aux processus d'interaction et de prise de décision entre les acteurs impliqués dans un problème collectif qui conduiraient à la création, au renforcement ou à la reproduction de normes et d'institutions.

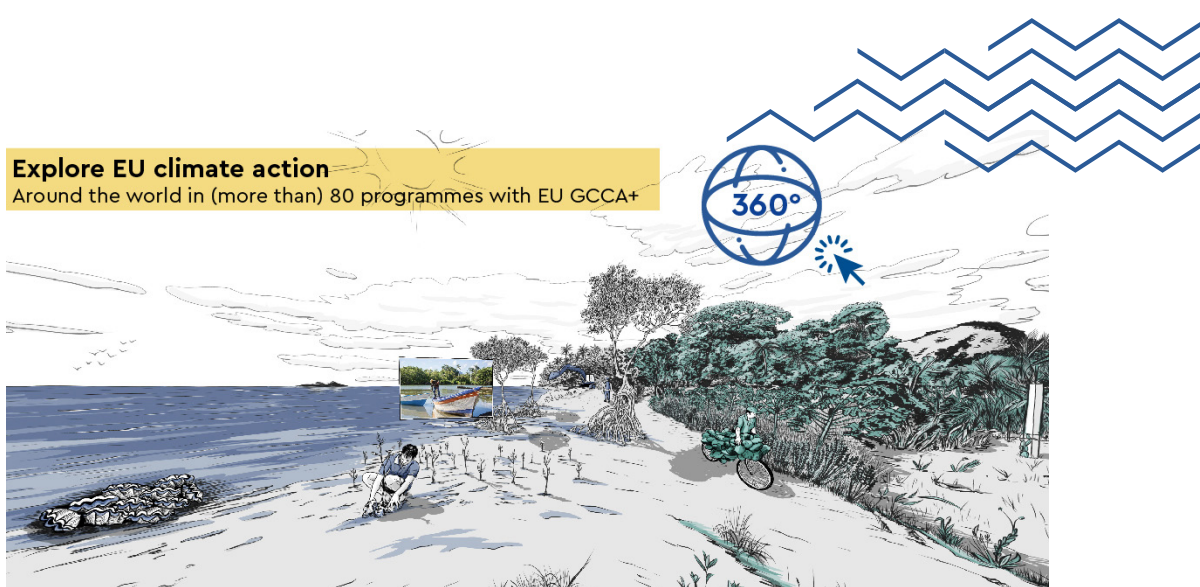
Plus précisément, il désigne la coordination, la planification (y compris de l'espace maritime), le suivi (y compris la comptabilité bleue) et les normes internationales bleues (en référence à l'économie circulaire) relatives aux activités de l'économie bleue.

Il est donc nécessaire de disposer d'un cadre de gouvernance pour établir un schéma organisationnel à plusieurs échelles et favoriser une collaboration à long terme entre les institutions nationales et avec les institutions régionales. La pandémie mondiale de COVID-19 a eu des répercussions négatives sur les économies nationales.

Les économies insulaires ont été particulièrement affectées en raison de l'arrêt du secteur du tourisme qui représente, par exemple, plus de la moitié de la croissance du produit intérieur brut des Bahamas et d'autres îles des Caraïbes. À cet égard, les politiques d'économie bleue constituent un volet essentiel de la relance dans les îles et les États côtiers. Elles permettent d'orienter les efforts du gouvernement et des parties prenantes en vue de redynamiser l'économie de manière résiliente et durable tout en valorisant le patrimoine naturel et social.


Explorez les actions de l'UE en faveur du climat

Grâce à un panorama en ligne à 360° reprenant les actions de l'UE en faveur du climat, l'AMCC+ vous permet de naviguer à travers les océans, les terres cultivées, les forêts, les déserts et les bâtiments pour découvrir les nombreuses solutions permettant aux gens de s'adapter au changement climatique.



Explore EU climate action
Around the world in (more than) 80 programmes with EU GCCA+

GCCA+
THE GLOBAL CLIMATE CHANGE ALLIANCE PLUS INITIATIVE

 Funded by the European Union

www.gcca.eu/360panorama/

Avancées du climat

Des solutions naturelles pour les côtes et les océans



« De nombreux pays peinent à fixer des objectifs clairs relatifs aux solutions fondées sur la nature dans le cadre de leurs contributions déterminées au niveau national. »

« Le soutien de l'AMCC+ à l'action côtière intégrée cible la République dominicaine, la Gambie, le Sénégal, le Suriname et Trinité-et-Tobago. »

La faculté des écosystèmes à atténuer les effets du changement climatique n'est pas une découverte récente. On sait depuis des années que les océans, les forêts et les sols sont des puits de carbone naturels. Les océans ont un fort potentiel en matière d'absorption des gaz à effet de serre. Ainsi, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), les premières centaines de mètres de surface des mers et des océans absorbent 30 millions de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂), ce qui représente entre un quart et un tiers des émissions anthropiques.

Les solutions fondées sur la nature sont mises en œuvre par le biais d'activités destinées à la restauration, la conservation ou la gestion durable des écosystèmes. Dans le cas des zones côtières et des océans, ces activités comprennent :

- La restauration du littoral : contrôle des inondations et de l'érosion, protection contre les tempêtes, stabilisation du rivage ;
- La préservation du niveau de la mer et des eaux souterraines : protection des habitats de reproduction et de croissance, des plantes sauvages et des ressources animales – ce qui permet également d'améliorer le piégeage du carbone et de réduire le réchauffement des eaux ;
- L'exploitation et les récoltes durables : capture de poissons et de crustacés, bien-être humain et patrimoine culturel.

Malgré ce constat, de nombreux pays peinent à fixer des objectifs clairs relatifs aux solutions fondées sur la nature dans le cadre de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN). Seuls quelques-uns proposent des indicateurs pour mesurer leur incidence. Parmi les États abritant des écosystèmes côtiers, moins d'un sur cinq les intègre dans ses mesures d'atténuation des effets du changement climatique. En outre, de nombreuses zones marines protégées déclarées ne reçoivent aucune aide. Actuellement, seuls 15 % des zones terrestres et 8 % des zones marines sont protégées, et les exigences en matière de surveillance et les politiques de gestion diffèrent d'une zone à l'autre.

Le soutien de l'AMCC+ à l'action côtière intégrée entre 2018 et 2024 cible la République dominicaine, la Gambie, le Sénégal, le Suriname et Trinité-et-Tobago. Tous ces pays ont l'intention de contribuer significativement aux CDN par le biais d'activités ayant un effet surtout au niveau local. La plupart des projets de l'AMCC+ favorisent l'intégration des populations locales dans la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature et d'actions de préservation en tant que moyen efficace de combiner préservation et développement. Cette approche ne constitue qu'une première étape. Les gouvernements doivent aller de l'avant en intégrant les questions et les risques climatiques dans leurs politiques nationales.

Le [Dialogue sur les océans](#) lancé en décembre 2020 a débouché sur les recommandations suivantes :

- Sensibiliser le grand public au fait qu'agir en faveur des océans revient à agir en faveur du climat et que les financements en faveur des océans sont aussi des financements en faveur du climat, et inversement.
- Renforcer l'ambition en matière d'action en faveur des océans et intégrer les solutions basées sur les océans dans les CDN, les plans nationaux d'adaptation (PNA) et d'autres processus nationaux.
- Organiser des dialogues réguliers dans le cadre du processus de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour continuer à renforcer la sensibilisation et l'action sur les océans et le climat afin de réaliser de nouvelles avancées.

En 2021, le programme de travail de Nairobi a élaboré des [lignes directrices sur l'adaptation côtière et les solutions fondées sur la nature](#) dans le cadre de la mise en œuvre des PNA. L'objectif de ce programme est de fournir des conseils sur l'accès au financement pour la mise en œuvre de solutions côtières et marines basées sur la nature afin d'accroître la résilience aux événements climatiques extrêmes et d'autres changements dans les régimes climatiques.

Geraldo Carreiro

Étude de cas

Maldives et Barbade : quand déchets et tourisme vont de pair



Pays :
Vulnérabilité (indice CRI) :
Projet UE AMCC+ :

Maldives
111^e pays le plus vulnérable
Soutien de l'UE à la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) relatives aux émissions de gaz à effet de serre aux Maldives



Pays :
Vulnérabilité (indice CRI) :
Projet UE AMCC+ :

Barbade
130^e pays le plus vulnérable
Renforcement des capacités en matière de réduction des émissions de CO₂ de l'aviation internationale



« Avant la pandémie de COVID-19, le tourisme représentait 25,2 % du PIB des Maldives et 36 % de celui de la Barbade. »

« Rendre le secteur touristique durable implique de prendre en charge l'ensemble de la chaîne de valeur du tourisme, et donc également les déchets. »

Les Maldives et la Barbade appartiennent à la catégorie des petits États insulaires en développement (PEID). Avant la pandémie de COVID-19, leur principale source de revenus provenait du secteur du tourisme. Selon le Bureau national des statistiques, en 2019, le secteur touristique des Maldives représentait 25,2 % du PIB de l'archipel, et plus d'un tiers des recettes fiscales perçues par le gouvernement provenaient du tourisme. À la Barbade, la situation est très similaire : en 2019, les voyages et le tourisme représentaient 36,2 % du PIB du pays.

Les Maldives et la Barbade misent également sur le tourisme pour relancer l'économie. Le gouverneur de la Banque centrale de la Barbade, Cleviston Haynes, a fait savoir que le tourisme était essentiel à la relance de l'économie après cette période de perturbations provoquée par la COVID-19. La relance du tourisme aux Maldives repose sur la mise en place de mesures de sûreté et de sécurité maximales protégeant les touristes, les employés et la population.

La réouverture des frontières des Maldives et le nombre croissant de compagnies aériennes régulières (plus de 30) desservant les Maldives, la plupart sur de longs courriers,

sont autant d'éléments qui constituent une lueur d'espoir pour l'économie.

Même si le tourisme est perçu comme une véritable aubaine économique, les émissions produites par ce secteur et ses parties prenantes dans leur ensemble ne sont pas évaluées dans le cadre des exercices de mesure, de rapport et de vérification (MRV). Elles ne sont que vaguement citées dans les CDN actualisées des Maldives et de la Barbade. Si aucune mesure d'atténuation n'est envisagée, l'augmentation du nombre de touristes entraînera une augmentation des quantités de déchets à gérer et des émissions. Ces volumes élevés de déchets mettent en péril la qualité des écosystèmes dont dépend le tourisme. Pour que le tourisme soit durable, les gouvernements doivent s'attaquer rapidement aux problèmes liés à la rareté des installations d'élimination de déchets et au risque de contamination des sources d'eau douce.

Malheureusement, la mauvaise gestion des déchets est un problème géographique et inhérent à tous les PEID – aucun d'entre eux n'y échappe. Cette situation est due à une multitude de facteurs : croissance démographique, développement rapide



« En 2019, les PEID ont produit en moyenne 2,3 kilogrammes de déchets par personne et par jour; une grande partie de ces déchets provenant du secteur du tourisme. »

et augmentation des importations de marchandises, investissements insuffisants dans les infrastructures de gestion des déchets, absence de plans directeurs intégrés, difficultés à mettre en place un mécanisme financier durable pour gérer les déchets (recouvrement des coûts au moyen de taxes et de redevances), faiblesse des systèmes de collecte de données. Selon l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), en 2019, les PEID ont produit en moyenne 2,3 kilogrammes de déchets par personne et par jour; une grande partie de ces déchets provenant du secteur du tourisme.

Les Maldives (Asie du Sud) et la Barbade (Caraïbes) sont deux exemples qui illustrent les efforts déployés par les PEID pour gérer les déchets dans des zones reculées, où les terres sont rares, où les technologies appropriées sont peu nombreuses et où il est difficile de mettre en place des opérations viables de gestion des déchets en raison des faibles économies d'échelle, notamment en matière de recyclage.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre du programme ISLANDS (*Implementing Sustainable Low and Non-Chemical Development in Small Island Developing States*), dont l'objectif est de s'attaquer au problème de la gestion des produits chimiques et des déchets dans les PEID à l'échelle mondiale, en mettant l'accent sur les pays des Caraïbes et des océans Pacifique et Indien.

Les Maldives et la Barbade ont lancé leurs programmes de gestion des déchets solides afin de relever les défis y afférents et de préserver à la fois leurs écosystèmes et leurs économies. La COVID-19 a cependant exacerbé les menaces existantes et retardé les investissements dans les infrastructures.

Les campagnes de vaccination contre la COVID-19 et les procédures internationales visant à relancer les activités touristiques peuvent soulager les économies des Maldives et de la Barbade. La priorité sera toutefois également accordée aux mesures sanitaires nationales et aux infrastructures essentielles. Le tourisme sera utilisé comme catalyseur pour résoudre les problèmes de gestion des déchets.

Rendre le secteur touristique durable implique de prendre en charge l'ensemble de la chaîne de valeur du tourisme, et donc également les déchets. Ce processus implique d'anticiper et d'agir pour atténuer les effets des risques naturels, la dégradation des écosystèmes et les retombées négatives sur la société et les capacités économiques. À la fois acteurs et bénéficiaires de la relance du tourisme, les complexes touristiques et les sociétés de gestion participent activement à l'amélioration de la collecte des déchets solides, des systèmes de distribution par réseau, des installations (publiques comme privées) de traitement et d'élimination de déchets.

« Les Maldives et la Barbade ont lancé leurs programmes de gestion des déchets solides. »



Monica Bonfanti

Étude de cas

Bangladesh : le potentiel inexploité du milieu marin



Pays :

Vulnérabilité (indice CRI) :

Projet UE AMCC+ :

Bangladesh

13^e pays le plus vulnérable

Local Climate Adaptive Living Facility
(LoCAL II)



« La collaboration entre l'UE et le Bangladesh a contribué à la formulation d'une vision nationale et d'un cadre de gouvernance dans le domaine de l'économie bleue, ainsi qu'à sa mise en œuvre. »

« Les actions principales à mettre en place dans le golfe du Bengale incluent les biotechnologies pour l'exploitation des algues et le développement de la pêche en mer, ainsi que la création de capacités de recherche océanographique. »

Entre 2012 et 2014, les différends impliquant le Bangladesh au sujet des frontières maritimes avec le Myanmar et l'Inde ont été réglés en faveur du Bangladesh, entraînant l'extension de ses eaux territoriales de plus de 30 %. Cette issue favorable offre au pays un large éventail de nouvelles perspectives économiques en matière d'emploi et de croissance autour de secteurs tels que la pêche maritime, l'aquaculture marine, le tourisme, l'exploitation des ressources naturelles, le commerce et l'énergie.

Depuis 2014, le gouvernement du Bangladesh a donc entamé des discussions avec les parties prenantes sur l'adoption du concept d'économie bleue dans l'ensemble des politiques et plans pertinents, dans l'idée de tirer profit du potentiel inexploité du milieu marin.

L'UE a mis à disposition un programme d'assistance technique de deux ans (août 2016 – juillet 2018) intitulé « EU-BGD joint collaboration on Blue Economy » et mis en œuvre par l'unité des affaires maritimes du ministère des Affaires étrangères. Le programme a contribué à la formulation d'une vision nationale et d'un cadre de gouvernance dans le domaine de l'économie bleue, ainsi qu'à sa mise en œuvre dans le cadre d'un partenariat élargi réunissant le gouvernement, le secteur privé, le monde universitaire et d'autres parties prenantes.

Cette initiative a permis de créer un environnement de travail dans lequel la coopération entre les ministères est fondamentale. De la même manière, la collaboration avec les institutions de recherche et d'enseignement et le secteur privé est au cœur du plan de mise en œuvre de l'économie bleue.

L'initiative UE-Bangladesh en faveur de l'économie bleue a également consolidé le partenariat avec la Banque mondiale afin de définir les actions principales à mettre en place dans le golfe du Bengale, telles que le développement des biotechnologies pour l'exploitation des algues et le développement de la pêche en mer, ainsi que la création de capacités de recherche océanographique. En outre, elle a débouché sur des collaborations entre des institutions bangladaises et européennes; plusieurs accords avec des universités ont été signés depuis la fin du programme en juillet 2018.

Cette démarche a finalement abouti à une collaboration permanente en matière de recherche, ainsi qu'à l'élaboration de cours de formation en ligne sur l'économie bleue. Les activités de recherche communes ont permis de publier deux numéros spéciaux d'une revue scientifique sur l'économie bleue au Bangladesh en 2019 et en 2021.

Pierre Failler

Reportage

Les jeunes et l'économie bleue dans le Pacifique



« Dans les îles Cook, des jeunes ont été formés aux techniques de plongée en apnée en toute sécurité afin de venir à bout d'une infestation d'étoiles de mer couronne d'épines qui détruisent le récif corallien. »

« Aux Palaos, l'activité de surveillance est intégrée dans le programme scolaire, ce qui a un impact sur le développement durable et sur l'apprentissage. »

« Répétées dans le temps et en de nombreux endroits différents, de petites actions spécifiques menées sur le terrain comme celle-ci peuvent contribuer à une économie bleue. »

Couvrant 30 % de la surface de la Terre, l'océan Pacifique est une véritable source de vie pour les pays insulaires du Pacifique, qui en dépendent pour se nourrir, générer des revenus et créer des emplois. Or, cette ressource essentielle est menacée par les effets du changement climatique, la pollution marine et la surexploitation.

Le projet SUPA (*Scaling up Pacific Adaptation*) de l'Alliance mondiale contre le changement climatique plus (AMCC+), financé par l'UE, est mené en étroite collaboration avec dix pays insulaires du Pacifique dans le but de contrer ces menaces en renforçant les mesures spécifiques d'adaptation au changement climatique qui placent les populations au centre du développement. Malgré l'ampleur des défis à relever, ce projet a permis d'adopter une approche ciblée visant à mettre en œuvre des mesures spécifiques, étape par étape.

Depuis quelques décennies, les ressources marines des îles Cook subissent un déclin considérable. Une prolifération d'étoiles de mer couronne d'épines, qui peuvent détruire rapidement les écosystèmes des récifs coralliens, a été détectée dans le sud de l'archipel.

En 2021, lors d'une visite à Mauke visant à impliquer les jeunes et les adultes dans l'application des connaissances traditionnelles à la gestion des ressources marines, les jeunes de la région ont été formés aux techniques de plongée en apnée en toute sécurité afin de venir à bout d'une invasion d'étoiles de mer couronne d'épines.

Plus de 119 étoiles de mer ont été enlevées grâce à cette initiative. Des actions de sensibilisation sont également menées pour intégrer cette activité dans un programme régulier de surveillance et d'éradication. Le projet développe aussi les infrastructures et les capacités techniques de la station de recherche marine d'Aitutaki afin de

promouvoir des mesures proactives telles que l'aquaculture de palourdes.

Le volume de déchets plastiques déversés dans les océans du monde entier et nuisant à la vie marine, à la qualité de l'eau et à des secteurs tels que le tourisme est l'un des plus graves enjeux environnementaux de ce siècle. Son ampleur est alarmante.

Situées dans le nord-ouest du Pacifique, les Palaos sont connues pour leur écosystème marin vierge, qui attire les plongeurs du monde entier et est une source de nourriture et de moyens de subsistance pour les Palaosiens. Grâce au soutien du projet SUPA de l'AMCC+ et d'autres initiatives, les étudiants, les enseignants et les résidents de l'archipel se lancent dans une initiative à long terme pour lutter contre la pollution plastique.

Les déchets plastiques sont régulièrement ramassés sur les plages, échantillonnés à l'aide de protocoles établis, triés en groupes de macro-, méso- et microplastiques et comptabilisés. Les résultats sont ensuite partagés avec *The Big Microplastic Survey*, un programme de surveillance mondial lancé par l'université de Portsmouth au Royaume-Uni.

La première étape pour trouver des solutions efficaces et coordonnées consiste à comprendre la nature du problème. Aux Palaos, l'activité de surveillance est intégrée dans le programme scolaire, ce qui a un impact sur le développement durable et sur l'apprentissage. En outre, des opérations de nettoyage des plages sont menées après chaque visite de surveillance.

Répétées dans le temps et en de nombreux endroits différents, de petites actions spécifiques menées sur le terrain comme celle-ci peuvent favoriser une bonne gestion de l'environnement à l'échelle mondiale et contribuer à une économie bleue.

**Gillian Cambers
Zhiyad Khan
Jovesa Naisua**

SUPA AMCC+

Zoom sur l'intra-ACP

Étude de master sur les femmes et l'économie bleue aux Fidji



« Les activités effectuées par les femmes ne sont pas rémunérées, sont informelles et indirectes, et en tant que telles, elles ne sont ni reconnues ni comptabilisées. »

« La sécurité alimentaire et les moyens de subsistance ne pourront pas être gérés, améliorés et transformés efficacement tant que les femmes ne seront pas représentées de manière précise dans les statistiques. »

Roslyn Dass-Nand est une étudiante en master financée par l'UE et le programme PACRES pour l'adaptation et la résilience du Pacifique au changement climatique (*Pacific Adaptation to Climate Change and Resilience Building*) Intra-ACP de l'AMCC+. Elle milite également contre le changement climatique à l'Université du Pacifique Sud. Ses centres d'intérêt sont l'économie bleue, la sécurité alimentaire et l'égalité des sexes. Dans le cadre de son master, Roslyn mène une étude sur l'intégration de la notion d'égalité des sexes dans la pêche à petite échelle afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience aux Fidji.

Pour étayer son étude, Roslyn a publié un article dans le *bulletin d'information Women in Fisheries* (no 34), dans lequel elle constate le manque d'informations sur le rôle des femmes dans le secteur de la pêche artisanale. Les données relatives à la pêche portent sur les activités de pêche directe, formelles et rémunérées, lesquelles sont principalement exercées par des hommes.

Les activités effectuées par les femmes ne sont pas rémunérées, sont informelles et indirectes, et en tant que telles, elles ne sont ni reconnues ni comptabilisées. Cette situation aboutit à un tableau incomplet du rôle des femmes dans le secteur de la pêche artisanale et sous-estime leur contribution à la sécurité alimentaire, à la gestion des ressources halieutiques artisanales et au

renforcement de la résilience dans les pays et territoires insulaires du Pacifique (PICT).

Roslyn est une enseignante du secondaire spécialisée en chimie et en sciences alimentaires. Depuis plus de dix ans, elle contribue à l'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage dans les écoles secondaires. Roslyn étudie et documente le rôle des femmes dans la pêche à petite échelle dans les communautés côtières de Tailevu et Serua aux Fidji. Elle examine les effets du changement climatique sur la pêche à petite échelle, et en particulier sur l'insécurité alimentaire dans ces communautés côtières fidjiennes.

En ce qui concerne la pêche à petite échelle, l'enjeu principal concerne le fait que la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance ne pourront pas être gérés, améliorés et transformés efficacement tant que les femmes ne seront pas représentées de manière précise dans les statistiques, les recherches et les processus de prise de décision. Grâce à sa contribution, Roslyn espère fournir des recommandations aux futurs chercheurs et décideurs politiques afin de pouvoir mieux comprendre la question d'égalité des sexes dans la pêche à petite échelle et la façon dont elle peut être intégrée dans une meilleure gestion des ressources côtières et dans la planification des politiques de manière à accroître la sécurité alimentaire et la résilience aux Fidji.

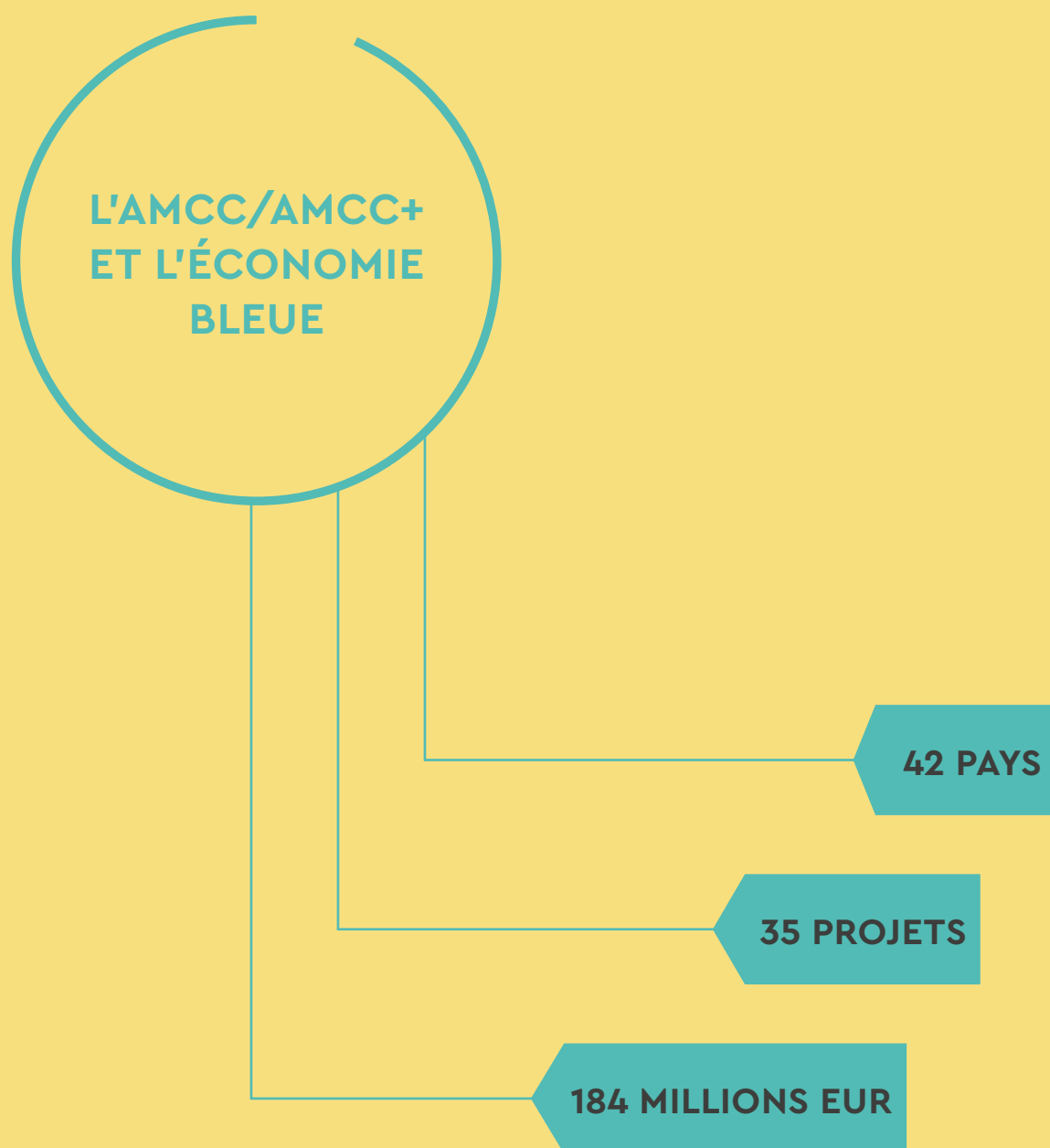
Roslyn s'implique activement dans l'action en faveur du climat, notamment auprès des jeunes. Elle a participé virtuellement à la COP26 en tant qu'observatrice soutenant la délégation fidjienne présente à Glasgow. Cette participation virtuelle a permis à Roslyn d'assister à certaines des discussions bilatérales et multilatérales.

Examinant les résultats de la COP26, Roslyn souligne que « même si ce sommet n'a pas permis de rassembler toutes les nations pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris, le "Pacte de Glasgow pour le climat" a une fois de plus jeté les bases d'une intensification des actions en faveur du climat ».

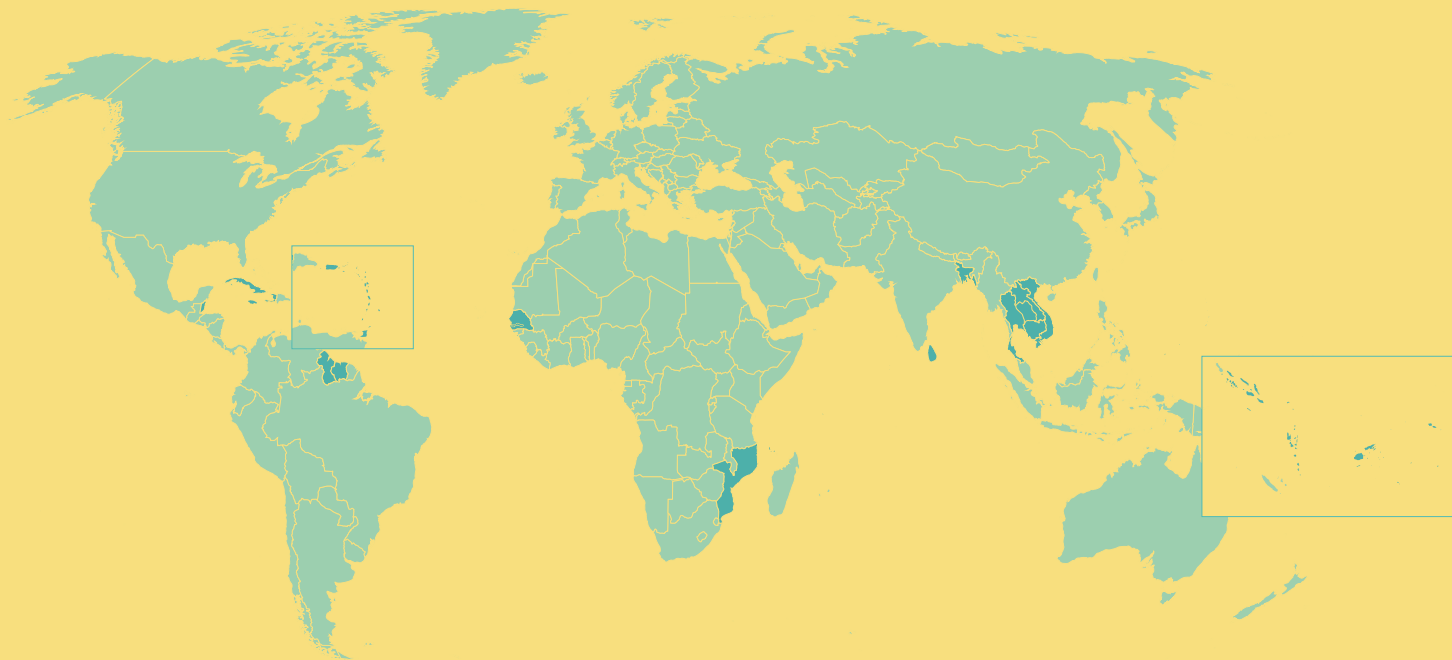
Jean-Rémy Daue

Expert en communication et gestion des connaissances de la facilité de soutien intra-ACP de l'AMCC+

LE BAROMÈTRE DE L'UE AMCC+















PAYS D'INTERVENTION



BANGLADESH, BAS MÉKONG (CAMBODGE, LAOS, THAÏLANDE, VIETNAM), BELIZE, CAMBODGE, CARAÏBES ORIENTALES (ANTIGUA-ET-BARBUDA, COMMONWEALTH DE LA DOMINIQUE, GRENADE, MONTSERRAT, SAINT-KITTS-ET-NEVIS, SAINTE-LUCIE ET SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES), COMORES, CUBA, GAMBIE, GUYANA, HAÏTI, JAMAÏQUE, LAO, MALDIVES, MOZAMBIQUE, PACIFIQUE CPS (FIJI, PALAU, ÉTATS FÉDÉRÉS DE MICRONÉSIE (EFM), IRM, NAURU ET KIRIBATI, ÎLES COOK, NIUE, TONGA ET TUVALU), SAMOA, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, ÎLES SALOMON, SRI LANKA, SURINAME, THAÏLANDE, TOBAGO, TRINITÉ, VANUATU, VIETNAM

ACTIVITÉS DE L'UE AMCC+ EN FAVEUR DE L'ECONOMIE BLEUE

Projets	Action	Pays* / Region **
 17	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE BLEUE	BAS MÉKONG, BELIZE, CAMBODGE, COMORES, CUBA, GAMBIE, GUYANE, HAÏTI, JAMAÏQUE, PACIFIQUE (CPS), SÉNÉGAL, SEYCHELLES, SRI LANKA, SURINAME
 17	GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES	BANGLADESH, BELIZE, CAMBODGE, CARAÏBE ORIENTALE, CUBA, GAMBIE, HAÏTI, JAMAÏQUE, MOZAMBIQUE, PACIFIQUE (CPS), RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SAMOA, SEYCHELLES, ÎLES SALOMON, SURINAME, VANUATU
 16	RESTAURATION ET PROTECTION DES MANGROVES	BELIZE, CUBA, GAMBIE, GUYANE, HAÏTI, JAMAÏQUE, MOZAMBIQUE, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SAMOA, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, SURINAME
 16	SENSIBILISATION ET ÉDUCATION	BELIZE, CAMBODGE, CARAÏBE ORIENTALE, COMORES, CUBA, JAMAÏQUE, GAMBIE, GUYANE, PACIFIQUE (CPS), RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SAMOA, SÉNÉGAL, SURINAME
 14	INFRASTRUCTURES CÔTIÈRES	BANGLADESH, CARAÏBE ORIENTALE, COMORES, GAMBIE, GUYANE, JAMAÏQUE, MALDIVES, MOZAMBIQUE, PACIFIQUE (CPS), SAMOA, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, VANUATU
 13	PRODUCTION DE CONNAISSANCES ET RECHERCHE	CUBA, GAMBIE, GUYANE, HAÏTI, JAMAÏQUE, MOZAMBIQUE, PACIFIQUE, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, SURINAME
 13	DÉVELOPPEMENT DE MOYENS DE SUBSISTANCE ALTERNATIFS	CAMBODGE, COMORES, GAMBIE, GUYANE, JAMAÏQUE, MAURICE, MOZAMBIQUE, PACIFIQUE (CPS), SAMOA, SÉNÉGAL, SURINAME, TANZANIE
 11	DÉVELOPPEMENT DE LA GESTION INTÉGRÉE DES ZONES CÔTIÈRES	CUBA, GAMBIE, HAÏTI, JAMAÏQUE, MOZAMBIQUE, PACIFIQUE (CPS), RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, TRINITÉ-ET-TOBAGO
 8	MISE EN PLACE DE SYSTÈMES DE SURVEILLANCE DES CÔTES	BAS MÉKONG, BELIZE, GAMBIE, GUYANE, JAMAÏQUE, PACIFIQUE (CPS), SÉNÉGAL, SURINAME, TRINITÉ-ET-TOBAGO
 6	DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA PÊCHE	CAMBODGE, GAMBIE, JAMAÏQUE, MOZAMBIQUE, SAMOA
 6	RESTAURATION DES ZONES HUMIDES CÔTIÈRES (HORS MANGROVES)	CUBA, GAMBIE, JAMAÏQUE, PACIFIQUE (CPS), RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SAMOA
 5	GESTION DES ZONES MARINES ET CÔTIÈRES PROTÉGÉES	CAMBODGE, JAMAÏQUE, SAMOA, SURINAME

*Les pays peuvent mener plus d'un projet.

** Pour plus de détails sur les régions, voir la liste des pays sous la carte à la page 12.



Les meilleures pratiques

La comptabilité du carbone bleu, une solution d'avenir

Ce n'est que depuis 2009 et la publication du rapport des Nations unies intitulé « *Blue Carbon. The role of healthy oceans in binding carbon* » que le terme « carbone bleu » fait partie de notre vocabulaire. Cette notion est apparue dans le cadre du mouvement de mise en œuvre de l'économie bleue, en même temps que celles de « croissance bleue », de « biotechnologies bleues » et d'« obligations bleues ».

Ce concept fait référence au CO₂ absorbé et stocké par les écosystèmes marins et côtiers. Dans les eaux libres, le phytoplancton joue un rôle essentiel dans la fixation du carbone, tandis que le fond de la mer assure une fonction déterminante en stockant le carbone provenant de la décomposition des plantes et des animaux.

Le même phénomène se produit le long des côtes où le CO₂ participe à l'anabolisme des plantes pour produire de la biomasse par le biais de la photosynthèse. Compte tenu de leurs capacités de séquestration et de stockage, les herbiers marins, les marais salants et les mangroves sont les trois principaux écosystèmes du carbone bleu.

En 2015, seules les mangroves étaient recensées dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) prévues dans le cadre de la préparation de l'accord de Paris. La tendance actuelle vise à étendre la liste à

d'autres écosystèmes de carbone bleu, dans la mesure où les pays côtiers accordent de plus en plus d'attention au rôle qu'ils jouent dans l'atténuation des effets du changement climatique.

Le Cap-Vert a ainsi récemment annoncé qu'il inclurait les herbiers marins dans ses CDN. En Mauritanie, la grande aire marine protégée du parc national du Banc d'Arguin contribue à hauteur de 20 % à la réalisation de la CDN du pays grâce aux herbiers marins du parc, dont la valeur est estimée à 9 milliards de dollars, pour des coûts d'exploitation annuels de seulement 1,5 million de dollars environ – soit un retour sur investissement très élevé !

Malgré la contribution significative des écosystèmes côtiers au processus d'atténuation des effets du changement climatique, à ce jour, aucun pays n'a mis en place un mécanisme officiel d'évaluation et de comptabilisation du carbone bleu. Les évaluations actuelles sont effectuées sur une base ad hoc et portent généralement sur les zones marines protégées pour en souligner l'importance. Ces évaluations ne sont plus axées sur la préservation de la biodiversité, mais sur la lutte contre les effets du changement climatique, une démarche bien plus susceptible d'attirer des financements.

À cet égard, la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA) a

lancé une initiative en 2020, la *Boîte à outils d'évaluation de l'économie bleue*, dont le but est de rendre compte de la contribution des écosystèmes bleus au développement de l'économie bleue dans les pays africains. Adaptable, entre autres, à tous les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, cet outil d'évaluation permet de comptabiliser l'ensemble des services produits par les écosystèmes bleus de manière relativement simple et peu coûteuse.

Des systèmes de comptabilité plus sophistiqués sont en cours d'élaboration, tels que le *Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE) des Nations unies*, qui intègre des données économiques et environnementales afin de fournir une vision plus complète et polyvalente des interactions entre l'économie et l'environnement.

Des efforts doivent être déployés à court terme pour obtenir une évaluation de référence du carbone bleu des écosystèmes côtiers, de même que pour assurer le suivi de son évolution annuelle en fonction du changement de la taille des écosystèmes de carbone bleu et de leurs conditions écologiques ou sanitaires.

Pierre Failler

L'UE AMCC+ L'ALLIANCE POUR UN MONDE QUI CHANGE

L'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+) est une initiative phare de l'Union européenne qui aide les pays les plus vulnérables de la planète à relever le défi du changement climatique. Lancée en 2007, l'AMCC est devenue une initiative climatique majeure de l'UE, avec plus de 80 programmes en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Rejoignez notre communauté

<https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community>

www.gcca.eu



AMCC+

ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Funded by
the European Union



#GCCAPLUS #EUCLIMATEACTION #EUGREENDEAL

MARS 2022

Cette publication est disponible uniquement sous format électronique. Elle a été préparée par la Facilité d'appui de l'UE AMCC+. Elle ne reflète pas l'opinion officielle de la CE ou des institutions de l'UE. La CE décline toute responsabilité quant à son contenu.